

Entretien avec un participant du Collectif d'agriculteurs contre les normes

Pourquoi, et comment, est né le collectif ?

A l'initiative d'un petit groupe de gens de toute la France, dont Xavier Nouhillane et Yannick Ogor qui ont beaucoup réfléchi au sujet de l'industrialisation de l'agriculture. Yannick en fait une analyse de la gauche paysanne et l'état des luttes aujourd'hui, pour en arriver au constat d'un échec total ; et Xavier par rapport au fait que les personnes qui travaillent la terre sont écrasés par l'administration et par l'Etat. C'est la mort de Jérôme Laronze, tué par les gendarmes le 20 mai 2017, qui constitue la goutte d'eau... Le silence qui s'en est suivi - depuis le début de cette histoire¹ - s'avère trop pesant, il faut casser ça. Du coup on crée un collectif, de 8 personnes au début, qui naît en fait au moment des 30 ans de la Conf², ou Xavier et Yannick sont invités. Là-bas on rencontre plein de gens. On appelle à des rencontres en octobre 2017 à Cenves, dans le coin où Jérôme vivait, avec des gens de là bas qui voulaient aussi réagir à ça. L'idée c'était de retrouver une forme de syndicalisme tout en se gardant de tomber dans une organisation officielle, structurée, bureaucratique.

Pendant ces rencontres que vous avez organisées, les thèmes de discussion ont-ils été mis en avant par le collectif d'agriculteurs contre les normes, ou peut-être plus en fonction des envies ou attentes particulières que les divers participants ont exprimés à ce moment là ?

L'appel était en direction des agriculteurs (peut importe le statut bio / pas bio) en général, tous les gens en butte à l'administration et qui en ont conscience. L'idée c'était de discuter de la gestion par les normes, de ce dont parle le livre de Yannick : *le paysan impossible, récits de lutte*. Pendant les années 1990, l'Etat gérait la production agricole par les crises, c'était une façon pour le capitalisme de sélectionner les producteurs, de dégager tous ceux qui n'étaient pas capable de tenir un niveau de production assez important à chaque crise économique, sanitaire, ou autre. Depuis 20, 30 ans, l'accumulation de normes administratives avec les nouvelles PAC³, à travers ces règles on répond aux crises sanitaires avec de nouvelles normes. Par exemple dernièrement il y a eu la grippe aviaire : l'état et les syndicats n'ont rien trouvé de mieux à faire que des normes de confinement des volailles... Il y a des gens qui avaient des fermes plus ou moins importantes mais qui sont incapables de s'adapter à ces normes, qui sont obligés de mettre la clef sous la porte. Il n'y a pas de voix qui s'élève contre ça... il y a eu l'histoire de Jérôme, il y a fallu un cas extrême pour que des gens décident de s'organiser contre ça, parce qu'il a été tué à cause de son refus des normes.

On peut expliciter le harcèlement dont Jérôme a du faire face, de la part de l'administration, puis de la part des gendarmes ?

Ce qu'on a appris de l'ambiance là-bas après sa mort, c'est qu'il y avait des gens qui disaient : « il avait des problèmes psychologiques », « il a agit hors de la raison » ; comme s'il l'avait cherché. L'histoire là-bas a fait son chemin, les gens pensent que c'était un hors la loi, sous-entendu il l'a bien mérité de se prendre deux balles dans le dos ; alors que c'est pas ça. En lisant sa lettre et en discutant avec des personnes autour de lui, on se rend bien compte que c'était quelqu'un d'hyper sociable, mais qu'il s'est trouvé pris dans une espèce de machine à broyer de l'administration ; où à un moment il ne respecte pas au pied de la lettre les normes d'identification, où il a des oublis – je pense – et aussi à un moment une volonté d'arrêter : il y en a marre de ce système d'identification, c'est stupide... la traçabilité ça veut rien dire. Par exemple, il participe à un moment, en tant que représentant de la Conf³, à une commission qui veut humaniser les contrôles, il travaille avec la

1 Voir l'article *jérôme, le petit paysan* paru dans la revue XXI n° 41 hiver 2018

2 Syndicat paysan « de gauche », crée en 1987, qui participe à la cogestion des politiques agricoles

3 Politique agricole commune gérée au niveau de l'union européenne

préfecture, et puis à la fin il refuse de signer. Il se rend compte qu'il n'y a pas de possibilité d'humaniser les contrôles, pas de visage humain derrière l'administration qui serait respectueuse des travailleurs de la terre. Ses problèmes à lui commencent en 2014... en fait, quand un veau né il faut que tu le déclare tout de suite pour avoir les papiers d'identité, et lui il mettait des boucles⁴... Il faisait tout en même temps, il en faisait 40 d'un coup. A un moment il se retrouve avec un contrôle où il y a 40 veaux qui ne sont pas déclarés. il finit par avoir une immobilisation du troupeau, ça va durer deux ans. C'est l'administration qui va créer la maltraitance animale et l'embourbement de sa ferme, parce qu'avec l'immobilisation du bétail tu n'as pas le droit de sortir tes vaches de ta ferme, il y en a qui continuent à naître mais tu n'as plus assez à manger pour les bêtes. Entre temps, l'administration enchaîne les contrôles ; il doit s'occuper de la paperasse, lui il n'en peut plus et eux enchaînent avec la direction des services vétérinaires, qui s'appelle maintenant la DDCSPP⁵. Suite au fait qu'il est récalcitrant, il est classé comme personne à risque dangereux, on pense que ça rentre dans le protocole de la « lutte contre le suicide », apparu en 2011 et géré par la MSA⁶. Dès que tu es un peu énervé par rapport à eux, même quand tu leur réponds au téléphone sèchement, tu es signalé à la préfecture ; du coup ils envoient 5 gendarmes en armes lors des contrôles. Une fois les gendarmes tuent 5 de ses bêtes, du coup il est paniqué. Et tout le monde lui tombe dessus, lui n'arrive pas à partager son truc autour de lui - même la conf'. En décembre 2016, elle lui demande de quitter ses activités syndicales pour se « recentrer » sur sa ferme, c'est un milieu où la valeur travail, la réussite est ultra importante - heureusement pas partout. Il reçoit une notification d'abatage d'une partie de son troupeau, de toutes les bêtes qui sont bloquées par l'administration. Les gendarmes viennent, puis les pompiers, il comprend pas leur offre le café, et ensuite il panique et s'en va pour ne pas être embarqué de force à l'hôpital psychiatrique Il part en cavale avec son tracteur, les gendarmes le retrouvent 9 jours plus tard, et le tuent de 2 balles dans le dos. La réaction de certains syndicats de gauche : « il faudrait de meilleurs contrôles mais n'a pas bien agité de partir en cavale » ; ce qu'il a fait c'est plutôt un réflexe assez sain, en plus il l'a dit à certains journaux : « moi je pars en campagne, je ne me laisserai pas attraper ». L'idée du collectif c'est de dire plus jamais ça, plus jamais de gens isolés.

Il y a des velléités de s'opposer aux contrôles qui ont été formulées lors des rencontres à Cenves. Sous quelles formes pourraient apparaître ces refus : présence collective lors des contrôles à la ferme, actions contre les organismes administratifs qui régissent cette politique. Où en êtes-vous ?

Plusieurs formes d'actions qui ont été évoquées. il y a des gens qui sont organisés, comme avec l'exemple de la lutte contre le puçage électronique ; il y avait un peu partout des collectifs, regroupant de nombreuses personnes. Ça c'est déjà fait plusieurs fois de ne pas laisser quelqu'un seul face à l'administration, en Arriège, dans le Tarn, en Bretagne ; on a toujours buté là-dessus il y a une espèce de continuité à avoir c'est compliqué, les gens qui sont tenus par les primes, ça les mettrait sur la paille de perdre leurs subventions. On part de loin, c'est un collectif balbutiant... Et si nous on bloque la préfecture, c'est pas comme avec les autres syndicats, on aurait des problèmes rapidement. Ce qui est ressorti de ces rencontres c'est de se donner des outils ; on essaye à plusieurs d'écrire un guide juridique, un guide pratique : qu'est-ce que tu peux tenter de faire... même si on n'est pas un syndicat. Il y a beaucoup d'agriculteurs qui contactent le collectif justice et vérité pour Jérôme Laronze et qui viennent raconter leurs histoires, qui s'avèrent similaires à celle de Jérôme : une machine à broyer sous une multitude de paperasses, où tu ne comprends rien aux injonctions parfois contradictoires... tu as oublié de cocher une case sur ton papier ça s'emballe tellement que

4 « Pièces d'identité » de l'animal, numérotée et munie d'un code-barres. Auparavant, il s'agissait d'un « simple » tatouage

5 Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, sic ! Ça veut tout dire en terme de la novlangue contemporaine, tant au niveau de la « cohésion sociale » que de la « protection des populations »

6 Mutuelle sociale agricole, équivalent de la sécurité sociale pour ce qui relève du métier agricole

tu comprends pas tu peux vite te retrouver avec ton élevage bloqué. Par exemple, il y a un type qui a juste commencé à se renseigner sur sa retraite et qui a vu que la MSA faisait n'importe quoi... C'est un pas énorme, parce que c'est des personnes qui se retrouvent seuls. Les gens te jugent, c'est la honte : « si ton troupeau est immobilisé c'est que tu l'as bien cherché », il y a un peu de ça. il y a des endroits, Saône et Loire /Cote d'or/ Puit-de-Dôme, où la préfecture est particulièrement zélée avec la présence systématique de gendarmes lors des contrôles. On veut faire un travail la dessus, rendre ça public.

Par rapport aux normes, vous pensez qu'il pourrait y avoir certaines qui seraient acceptables, à l'instar du discours de la gauche paysanne, des labels bio ; ou que toutes les normes à combattre ?

A partir du moment où c'est décidé sans nous, c'est mauvais à la base - c'est mon avis personnel. Ca revient régulièrement dans les débats, souvent avec l'exemple des normes nitrate, des normes glyphosate, ou sur le cas des gros agriculteurs pollueurs ; avec des discours qui sont toujours dans le jugement permanent... Or la consommation de ces nuisances n'a jamais été aussi haute : l'année précédente, le nombre de scandales sanitaires d'hygiène (prolifération d'algues vertes sur les plages bretonnes,) montre que la traçabilité et les normes ne servent à rien du tout sinon à faire le tri (tout au plus, elles permettent de les rendre visibles après coup). Ces normes ne protègent pas du tout ceux qui se nourrissent, elles sont faites par des gros industriels à la tête de filières, d'usines œufs/lait/viande afin de créer des marques. Elles sont juste faites pour organiser/réguler le marché. Le label bio a servi à ça à partir des années 1970, à créer des niches économiques⁷.

Encadré n°1

On a pu remarquer ces derniers temps qu'une certaine angoisse s'était développée par rapport à la quantité de nuisance dans notre alimentation quotidienne : pesticide, salmonelle, ogm, antibiotique, hormone de croissance, prion, etc.... Or, l'objectif de « transparence » est tout sauf informatif quand au contenu détaillé des produits alimentaires. A ce sujet, des éleveurs ont publié il y a quelques années *notre bio n'a rien à cacher*⁸ afin de montrer qu'ils ne se considéraient point comme des producteurs de viande ou de lait et qu'ils n'ont jamais considéré leurs bêtes comme des machines mais comme des compagnons avec qui ils vivaient. Par rapport à l'agriculture biologique, ils est dit que le fait de produire délibérément des rendements plus faibles que les autres, d'avoir ses propre idées agronomiques, constituait une brèche dans le système de l'agro-industrie en voie de consolidation. Que cela ne soit pas vécu de leur part comme tel ne devrait ni être l'occasion de dénigrer le courage de ces gens face aux difficultés et moqueries qu'ils ont connu, ni celle de les encenser - ainsi que le veut la légende - comme des résistants à l'industrialisation de l'agriculture. La création en 1993 du label AB, propriété de l'État, implique la fin du contrôle du cahier des charges par les associations regroupant les producteurs bio, au seul bénéfice des organismes officiels.

Les nouvelles normes présentées comme respectueuse de l'environnement alors que pas du tout. en fait ça demande des investissements qui sont énormes ; et en plus qui sont inséparables de la répression : si tu ne mets pas tes boucles c'est parfois considéré comme de la maltraitance animale (prétexte pour imposer des normes au nom du bien être animal, exemple de la plus grosse multinationale de l'agro-alimentaire -le groupe Avril- sur les élevages de poules pondeuses à l'horizon 2020, ou de l'OABA⁹).

⁷ Près de la moitié du marché bio en France est dans les mains des groupes industriels.

⁸ Publié en 2012 par un éleveur du groupe *Faut pas pucer*, il est disponible sur sniadecki.wordpress.com

⁹ L'Oeuvres d'assistance aux bêtes d'abattoirs, dirigée par un vétérinaire « commandeur de l'ordre du mérite agricole », est une entreprise qui spéculé sur la « pension d'animaux » pour les bêtes saisies lors des contrôles, ainsi que la revente

Dans le discours opposé aux normes on retrouve aussi la FNSEA, plusieurs grands patrons, ainsi que la mythification d'une « vraie » ruralité française face à une Europe « désincarnée » ; comment l'analysez vous et que lui opposez-vous ?

C'est un discours libéral en concurrence avec l'État¹⁰, alors que les agriculteurs qui s'organisent contre les normes ne sont pas là pour faire de l'argent. On ne peut pas faire la critique d'une politique agricole sans critiquer l'État... moi je voudrais porter la critique de l'état et du capitalisme. J'aimerais voir un mouvement paysan anti-capitaliste, d'une certaine manière.

encadré n°2

Dans le cadre de la campagne de refus des puces électroniques au niveau de l'élevage, des opposants, disaient - entre autres - qu'on ne devenait pas berger ou éleveur pour suivre les procédures standard concoctées par des prétendus experts, ou encore qu'un élevage ne devrait pas être une usine à viande destinée à produire toujours plus et plus vite. Ils disaient aussi que cette nuisance ne concernait pas uniquement les éleveurs, mais aussi les lieux de travail, les écoles, les hôpitaux... Nos activités sortent appauvries de ces « innovations » qui visent à faire des gains de compétitivité, disaient-ils. La production de masse, qu'il s'agisse de nourriture ou des multiples faux besoins créés par le capitalisme industriel, et géré par le marché mondial, est la condition première de ces « innovations ». Constatant qu'il est délicat de transgresser les réglementations édictées par des bureaucraties dont nous dépendons quasi tous, ils s'interrogent sur la question de l'assistanat généralisé depuis le patron jusqu'à l'allocataire du RSA, depuis l'agriculteur jusqu'au cadés, depuis le fonctionnaire jusqu'à l'artiste subventionné... Quelle dignité et quelle liberté sont-elles, dés-lors, compatibles avec cette situation se demandaient-ils.

Au delà des questions particulières au monde agricole, questionnez vous d'autres rapports plus général tels que l'Etat et le capitalisme?

Je ne peux pas parler au nom du collectif... on est dans un processus de discussions par rapport à nos histoires expériences face à l'administration. c'est de ça dont on parle, et on voudrait renverser la peur. C'est nous qui avons raison, qui savons comment travailler, c'est pas à des experts de venir décider à notre place.

Est ce qu'au delà du refus des normes, vous essayez de mettre en avant une forme d'organisation « alternative » au sein du monde agricole ?

On essaye de maintenir de la solidarité entre nous, entre les fermes - peut importe la taille ou le statut. On tente d'organiser une forme d'entraide, d'essayer de casser le modèle paysan « chef d'exploitation » très individuel, « chef d'entreprise » comme ils disent maintenant dans les formations agricoles. C'est dans la lutte qu'on trouve des choses... c'est dans la rencontre, dans la confrontation avec l'administration que les choses se créent. Quand on affirme un refus publiquement là il va se passer des choses, en tout cas j'espère.

de certains de ces animaux.

10 La libéralisation du marché agricole est l'enjeu d'une bataille entre des empires agro-alimentaires qui savent jongler avec les régulations, qu'elles soient d'ordre purement économique ou bien étatique, quand bon leur semble.

Des collectifs existent tels *reclaim the fields*¹¹, ou encore *sème ta zad*, quels sont vos liens avec eux ?

Je pense qu'il y avaient des gens de ce collectif aux premières rencontres, ou des gens qui les connaissent. Sur la zad, ils avaient réussi à gagner un espace de liberté pour cultiver la terre, sans contrôles, sans isb, avec leur bon sens, et avec le droit à l'erreur aussi existe. Pour moi après être passé là-bas c'est un truc fort ce sentiment de liberté, qu'est ce que ça va devenir, je ne sais pas...

Comment faire rencontrer autour d'initiatives communes les nombreux agriculteurs qui tentent de résister au modèle dominant ?

C'est de ça dont il s'agit... ça pourrait ressembler un peu aux luttes de précaires avec des permanences, de diffuser des rdv, des lieux de rencontre ; où ce sont les premiers concernés qui décident. C'est pas facile la pression est forte dans le monde agricole avec cette histoire de primes, thunes. Il y a l'exemple d'une caisse de grève dans le Tarn pour ceux qui se retrouvent sans les primes, et plein de gens donnent de l'argent, récoltent de l'argent. Ils parlent de ça, le rendent public, ça permet de survivre, c'était efficace (en terme de rapport de force) pour l'année suivante. On aimerait avoir un outil qui permet de s'organiser faire des chantiers les uns et les autres sur les fermes d'entraide, essayer de sortir de nos fermes, porter une parole publique dans les lieux de sociabilité publique à la campagne comme le marché.

L'idée d'un marché qui vendrait des produits « hors norme », qui permettrait de se rencontrer tout en vendant ses produits, a-t-elle été évoquée ?

En Italie il existe des marchés clandestins, *genuino clandestino*, assumés comme tels organisés par des collectifs qui regroupe plusieurs milliers de paysans, dans plein d'endroits. Ils défendent ce truc là : « on travaille comme on veut et on essaye d'en vivre ». Pour l'instant nous on n'a pas de date ni de lieux, on n'en sommes pas encore là, on est en train de s'organiser...

11 « Reprenons les champs », en langue anglaise